

Le débat sur l'école dans la crise du coronavirus en Italie

La coalition des conservatismes entre « apocalyptiques » et « intégrés »

Enrico Bottero¹

La situation de crise sanitaire qui a provoqué la fermeture des écoles a déclenché en Italie un débat sur l'utilisation de l'enseignement à distance, ses limites et ses possibilités. Ce débat a rendu plus évident un paradoxe qui est présent depuis longtemps dans les écoles et la société italienne. De nombreuses positions différentes sont apparues, mais je me limiterai ici à décrire les plus significatives, celles qui s'opposent le plus ouvertement. En paraphrasant le titre de l'ouvrage de Umberto Eco, *Apocalittici e integrati (comunicazioni di massa e teorie della cultura di massa*, Milano, Bompiani, 1964), je nommerai les premiers les « apocalyptiques » et les seconds les « intégrés ».

Les *apocalyptiques* dénoncent la tentative d'exploiter les problèmes qui ont émergé à cause du coronavirus pour imposer un contrôle technocratique sur les méthodes d'enseignement limitant ainsi la liberté des enseignants. Les *apocalyptiques* ont de vraies raisons de s'inquiéter de cela. En fait, depuis longtemps, on cherche à formater les enseignants en leur imposant une sorte d'espéranto néolibéral qui identifie le bon enseignement aux moyens utilisés et organise le contrôle des résultats sans jamais se soucier de ce qui se

¹ Pour approfondir l'actualité et les politiques de l'éducation en Italie v. autres articles (en italien) de Enrico Bottero au lien suivant: <https://www.enricobottero.com/attualit%C3%A0-e-politica-delleducazione>.

passer réellement dans la classe en matière de transmission des savoirs et d'émancipation des élèves. Les dirigeants proclament ainsi que, grâce à la "société de l'information", l'accès à la connaissance sera démocratisé ; ils expliquent aussi que les technologies numériques sont tout à fait compatibles avec les méthodes actives et collaboratives. Pour les partisans de ce modèle (le *progressisme administratif*), le meilleur enseignant est celui qui reproduit des pratiques standardisées pour obtenir les meilleures performances. Tout cela peut être réalisé dans une école qui n'est plus une « institution » mais un simple « service », dont la qualité est mesurée par la satisfaction de l'utilisateur-client. En Italie, en raison de la concurrence entre les établissements scolaires provoquée par une conception néolibérale de l'autonomie, nous sommes très avancés sur ce chemin. Selon cette vision, l'école doit "rendre des comptes", produire des résultats : elle est astreinte à une "pédagogie bancaire", aurait dit Paulo Freire.

Mais, en réalité, les partisans de ce modèle néolibéral ne sont pas du tout représentatifs de « la pédagogie », comme affirment les *apocalyptiques*. Ils représentent « une pédagogie », la version moderne et adaptée aux avancées technologiques de la pédagogie la plus traditionnelle. Ils proposent de faire des cours magistraux ou dialogués en utilisant d'autres outils, mais sans modifier l'organisation du travail ni proposer des nouvelles méthodes d'évaluation des élèves. Ils habillent simplement la tradition académique de vêtements à la mode...

Tout va bien, alors ? Pas du tout, car s'il est vrai que l'école ne doit pas "rendre des comptes", on ne peut pas nier qu'elle doit "rendre compte" à la collectivité. Les enfants qui sont confiés à l'école doivent amener l'enseignant à inventer les moyens afin que tous puissent apprendre, même à distance, lorsque cela peut être utile et qu'il n'y a pas d'autres possibilités. Certes, nous savons très bien que l'enseignement à distance ne pourra jamais remplacer l'École : l'action éducative n'est pas la simple superposition d'interventions individuelles mais la construction matérielle et symbolique de l'École, un lieu de partage et de socialité. Nous savons depuis longtemps que la "forme scolaire", le système organisationnel fondé sur les leçons magistrales collectives et la prévalence de l'évaluation sélective, produit de l'exclusion et écarte une grande partie des élèves qu'il faudrait mobiliser et accompagner. Ce système sélectif n'est pas

conforme à l'article 3 de la Constitution italienne², la charte fondamentale que les *apocalyptiques* citent pour défendre un enseignement public émancipateur.

Or, la Constitution est le pacte citoyen et doit être respectée dans son intégralité. Dans la Constitution, les droits individuels et les droits collectifs se complètent mutuellement. Les uns n'existent pas sans les autres. Par conséquent, pour réaliser les principes écrits dans l'article 3 de la Constitution, l'école devrait modifier son organisation traditionnelle du travail. En bref, on devrait passer :

- Des programmes aux objectifs d'apprentissage.
- De la classe fermée aux activités par groupes de classe et d'interclasse.
- Des clôtures disciplinaires aux projets multidisciplinaires.
- De l'enseignement frontal à la pédagogie différenciée.
- Des exercices aux activités par projets et problèmes.
- De l'évaluation sélective à l'évaluation formative.

Il y a là un véritable défi : transformer le système éducatif est une tâche importante qui devrait impliquer les décideurs politiques, les administrateurs, les enseignants et les parents. Aujourd'hui, hélas, la "forme scolaire" reste la pierre angulaire de l'école : en réalité, ni les *apocalyptiques* (qui s'insurgent à juste titre contre le néolibéralisme scolaire) ni les *intégrés* (qui défendent la pédagogie traditionnelle) ne veulent la remettre en question. Les *apocalyptiques* défendent leurs espaces de liberté mais il n'y a guère d'initiatives de leur part pour introduire des changements organisationnels significatifs. Pour les *intégrés*, les schémas de l'organisation tayloriste du travail sont tout à fait satisfaisants : ils pensent à l'organisation d'une « école entreprise » avec une gestion verticale, schéma pourtant dépassé dans l'essentiel du monde productif. Les uns et les autres sont des conservateurs : adversaires dans le débat public mais alliés de fait. Cela confirme, hélas, la stabilité et l'uniformité de

² L'article 3 de la Constitution italienne dit que « La République a la mission de lever les obstacles économiques et sociaux qui, en limitant en fait la liberté et l'égalité des citoyens, empêchent le plein développement de la personne humaine et la participation effective de tous les travailleurs à l'organisation politique, économique et sociale du Pays ».

l'organisation traditionnelle du travail scolaire. Celle à laquelle nous devons construire des alternatives.